

*Areti Tounta–Fergadi**

Le Point de Vue de la Presse Grecque au Sujet de l'Établissement du Gouvernement Provisoire de Thessalonique

“La Grèce ressemble à un homme que l'on dénude et que l'on laisse à terre, pieds et poings liés, à la merci des rats et des insectes, sans moyen de se défendre en vue de son salut.” Cette phrase, publiée dans le journal *Embros* (*Εμπρός*) du 30 août 1916,¹ dépeint de façon simple mais parfaitement claire la situation dans laquelle s'était retrouvée la Grèce en été 1916, à une période où sa politique intérieure était subordonnée aux complots étrangers et que leur impact, au plan de ses relations internationales, était énorme. Ces mots, qui reflètent également la tragique réalité grecque d'aujourd'hui, étaient publiés dans la presse quotidienne athénienne, laquelle luttait contre Vénizélos et les Puissances qui le soutenaient, à l'intérieur du pays et à l'étranger.

La Division Nationale, qui exprimait en grande part les divergences d'opinion des deux personnalités centrales de la vie politique grecque, Éleuthérios Vénizélos et le roi Constantin, sur un sujet précis de politique étrangère, celui de la participation ou non de la Grèce à la première guerre mondiale qui avait débuté en août 1914, avait influencé directement le peuple grec, lequel était divisé en royalistes et vénizélistes ou en partisans de la neutralité et germanophiles, ou en pro-interventionnistes et francophiles.² Cette division du peuple n'était pas le produit exclusif de l'optique divergente avec laquelle les deux hommes politiques voyaient la position de la Grèce face au conflit mondial, sa position internationale vis-à-vis de celui-ci. Les querelles internes étaient devenues un objet d'exploitation, cultivé

* Professeur Émérite d'Histoire Diplomatique Grecque, Université Panteion.

¹ Les dates des journaux grecs suivent l'ancien calendrier, alors en vigueur en Grèce. Ainsi, dans le texte sont données, généralement, les mêmes dates ou les deux. L'écart entre les deux calendriers est de 13 jours.

² Elli Lemonidou, “La Grèce à la Une pendant la Grande Guerre,” *Cahiers balkaniques* 41 (2013), consulté le 21 avril 2016, <http://ceb.revues.org/3969>, doi:10.4000/ceb.3669.

par la Presse de l'époque, dans laquelle, jusqu'à l'avènement et l'installation dans la ville du golfe Thermaïque du Gouvernement Provisoire, sous Vénizélos, Koundouriotis et, un peu plus tard, Danglis, étaient formulés des points de vue qui soutenaient l'un ou l'autre camp: celui des vénizélistes et des royalistes. Bien sûr, il y a aussi contrôle de l'action et de l'attitude de la Presse, en tant que servant les deux factions européennes en guerre qui voulaient gagner le public grec afin de le faire basculer du côté de l'orientation étrangère qu'elles soutenaient.³ Cependant, à partir du moment de la division du pays –division géographique selon certains,⁴ plus substantielle en réalité– en “état d'Athènes” et en “état de Thessalonique,” phrases sans cesse réitérées dans la Presse, les journaux athéniens vénizélistes suspendirent leur circulation jusqu'en mars et avril 1917, ce qui survint aussi à la fin du mois de juillet 1916, quand Sarrail ferma pour quatre jours les journaux favorables au parti des Libéraux, invoquant qu'ils avaient présentée comme fausse l'information relative à la défaite des troupes serbes dans la région de Florina.⁵

La période historique en question a occupé la plume d'historiens notables, Grecs ou non, contemporains de ces événements et postérieurs, lesquels ont étudié les aspects diplomatiques de cette question, sur la base de sources historiques originales aussi bien de Grèce que des principales Puissances qui avaient pris part au conflit mondial.⁶ Toutefois, il manque des études qui se focalisent sur l'attitude

³ Par exemple, Mourélos, dans une étude concernant les événements d'Athènes en décembre 1916, fait référence à l'effort des deux rangs politiques opposés de la politique grecque pour influencer l'opinion publique. Les royalistes utilisaient des documents “d'origine douteuse.” Yannis Mourélos, “Les événements de décembre 1916 à Athènes: les travaux et les jours de la Commission Mixte d'Indemnités,” in *La France et la Grèce dans la Grande Guerre. Actes du colloque tenu en novembre 1989 à Thessalonique* (Thessalonique: Université de Thessalonique, Département d'Histoire et d'Archéologie–Institut d'Histoire des conflits contemporains, 1992), 111-20.

⁴ Georgios Mavrogordatos, *1915. Ο εθνικός διχασμός* (1915. Le Schisme National) (Athènes: Patakis, 2015), 83.

⁵ Pour des informations relativement à Sarrail, voir *Μακεδονία*, 30 juillet 1916, 3.

⁶ Les études relatives à ce sujet ne sont pas consignées ici, mais incluses dans les notes, le cas échéant, pour appuyer des éléments que nous y avons puisés.

de la Presse grecque face au gouvernement dit de Défense Nationale.⁷

En ce qui concerne la Presse française, puisque la France était alors directement impliquée dans les affaires grecques, il y a des témoignages selon lesquels, pendant toute la durée de la guerre, elle ne s'occupait pas du tout de la Grèce. Becker affirme que "durant longtemps, la presse française ne dit rien de la Grèce."⁸ Il décèle, dans l'activité des journaux français et en ce qui concerne les événements qui se déroulaient sur le territoire grec, trois périodes: octobre 1915, lorsque les troupes alliées débarquèrent à Thessalonique; décembre 1916, lorsqu'eurent lieu les événements d'Athènes (guet-apens, selon la terminologie française), et juin 1917, lorsque le roi Constantin fut exilé suite à la décision des Alliés, décision prise lors

⁷ De nos recherches jusqu'à présent et des éléments dont nous avons pris connaissance, la seule personne qui a effectué des recherches approfondies et s'est occupée plus étroitement et de manière plus ciblée de la Presse des jours de la création du Gouvernement provisoire de Thessalonique est Despina Papadimitriou, dans sa thèse intitulée «Ο Τύπος και ο Διχασμός: 1914-1917» (La Presse et la Division: 1914-1917), thèse de doctorat, Athènes, Université Capodistria d'Athènes, 1990, sous la direction de Georges Léontaritis, et qui doit être comprise au nombre du peu d'historiens grecs (Yannis Mourélos, Dimitris Portolos) qui se sont occupés des affaires de la Grèce à l'époque de la première guerre mondiale. Un peu plus tôt, Constantin Varfīs a procédé à un inventaire récapitulatif de la Presse grecque concernant toute la période de la Division Nationale. Nous nous référerons à son étude plus bas. Signalons toutefois que l'on trouve des références sporadiques à la Presse grecque de cette époque dans d'autres ouvrages, généraux ou plus spécialisés.

⁸ Jean-Jacques Becker, "La perception, à travers la presse française, des rapports entre la France et la Grèce pendant la Grande Guerre," in *La France et la Grèce*, 89-100, 90. Le gouvernement français procéda à la fondation de l'Agence Radio, dont le financement fut assuré par sir Basile Zacharof, marchand d'armes renommé et ami d'Éleuthérios Vénizélos. Constantin Varfīs, "La presse grecque du temps de la discorde nationale," in *La France et la Grèce*, 101-10. Sur Zacharof, voir Constantin Tsoukalas, *Εξάρτηση και αναπαραγωγή. Ο κοινωνικός ρόλος των εκπαιδευτικών μηχανισμών στην Ελλάδα (1830-1922)* [Dépendance et reproduction. Le rôle social des mécanismes éducatifs en Grèce (1830-1922)] (Athènes: Thémelio, 1987), 368-9.

de la Conférence de Saint Jean de Maurienne le 19 avril 1917 (ancienne date). Rémy Porte exprime à peu près les mêmes positions,⁹ tandis que Lemonidou présente les positions de la Presse française à la période du Gouvernement Provisoire de Thessalonique.¹⁰

Ceci est confirmé par des publications du journal *Embros* qui démontrent que les journaux parisiens commentaient les événements de Thessalonique. Dans le journal en question étaient reprises, succinctement, des informations provenant de la presse française, sous le titre: “L’Entente demande la reconnaissance du gouvernement de Vénizélos.” Cependant, l’examen des résumés publiés ne fait pas ressortir une telle requête directe des Puissances de l’Entente. Celle-ci était peut-être exprimée ou formulée, indirectement, par *Le Radical*, journal qui soutenait que “la comédie” de la “neutralité bienveillante” était terminée et posait la question de savoir si, avec le consentement du roi Constantin, le gouvernement de Vénizélos pouvait “devenir un gouvernement définitif.” Une telle action du roi constituerait une “preuve de sincérité” et, en même temps sauverait “la Dynastie au bord du gouffre.” Un autre journal parisien signalait que “quels que soient les accords à Athènes, le combat est perdu pour Berlin,” mais que les Alliés devaient “gagner cette bataille.”¹¹ La reprise de certaines informations précises de la Presse de Paris, dans le journal en question, laisse entrevoir une attitude positive vis-à-vis de la politique de Vénizélos au lendemain des événements de Thessalonique. Mais dans les jours qui suivirent immédiatement, ses articles devenaient plus incendiaires et visaient principalement Vénizélos lui-même et son mouvement, ses rapports avec les Puissances de l’Entente et la position de ces dernières par rapport à la Grèce.

Au vu de ce que nous venons de mentionner plus haut, et qui constitue un arrière-goût de ce qui était relaté dans des journaux grecs en ce qui concerne Vénizélos et les événements de Thessalonique, nous considérons que l’examen de la Presse grecque de cette

⁹ Rémy Porte, “Comment faire plier un neutre? L’action politique et militaire de la France en Grèce (1915-1917),” *Cahiers de la Méditerranée* 81 (2010), consulté le 29 août 2013, 44-62, 51, 52. Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine, <http://cdim.revues.org/5461>.

¹⁰ Lemonidou, “La Grèce à la Une.”

¹¹ *Εμπρός*, 27 septembre 1916, 2.

période historique, avec l'accent mis sur les premiers jours de l'établissement du Gouvernement Provisoire dans la capitale de la Macédoine, pourrait donner une nouvelle dimension au sujet.¹² Les articles, cependant, couvrent un large éventail de sujets.

En outre, il nous faut noter que, durant la période historique de la domination de Vénizélos dans la politique intérieure et étrangère grecque, ont été publiés des tracts qui soutenaient ses positions, mais d'autres aussi, qui y étaient opposés et dans lesquels l'intolérance, le fanatisme et les commentaires malveillants ne manquent pas. Il est frappant que, durant la période 1910-1920 ont circulé des feuilles au contenu injurieux, phénomène qui se manifesta en raison des vives passions suscitées par la Division. Les deux camps politiques opposés, vénizélistes-constantiniens, "[en]sont arrivés à un point de haine implacable, qui a fatalement divisé le peuple grec, avec des conséquences tragiques."¹³

La divergence de vues de deux des principaux agents de l'issue favorable des guerres balkaniques, d'Élefthérios Vénizélos et du roi Constantin, quant à la politique à suivre, surtout un peu avant la fin des opérations de guerre de la seconde guerre balkanique et le début du processus de paix à Bucarest, s'est intensifiée presque tout de suite au début de la Grande Guerre et plus spécialement à partir de

¹² S. Cosmin étudie les événements jusqu'à la fin de 1915, et ses références à la Presse ne concernent, à notre connaissance, que des journaux français. S. Cosmin, *Diplomatie et Presse dans l'affaire grecque, 1914-1916* (Paris: Société mutuelle d'édition, 1921). L'enquête s'est nécessairement limitée à certaines feuilles de journaux quotidiens, représentatives, toutefois, des différentes couleurs politiques opposées. Nous avons donc choisi les journaux *Embros*, *Skrip*, *Athinai*, *Hesperinon Neon Asty* et, en partie, *Akropolis*, qui étaient édités à Athènes et soutenaient avec passion et fanatisme, en particulier le second, les positions pro-constantiniennes et ceux qui étaient du côté du roi et de l'Allemagne. Ensuite, nous avons consulté les journaux *Macédonia* (*Μακεδονία*), de Thessalonique, ainsi qu'*Hestia*, connus pour être résolument du côté de Vénizélos. Le matériau des deux premiers journaux et de *Macédonia* est disponible à l'adresse électronique de la Bibliothèque Nationale de Grèce. Pour le reste, à l'adresse électronique de la Bibliothèque Numérique du Parlement Hellénique.

¹³ Georgios Ploumidis, "Tracts anti-vénizélistes et leur politique (1910-1935)," in *Essais autour de Vénizélos et son époque*, ed. Thanos Veremis and Odysseas Dimitrakopoulos (Athènes: Filippotis, 1980), 605-31, 606.

février 1915, lorsqu'eut lieu le premier désaccord de Vénizélos avec le roi.¹⁴ Les raisons sont connues: les deux hommes politiques étaient opposés en ce qui concernait la participation ou non de la Grèce à la première guerre mondiale. Le premier, fidèle à l'Entente et à l'alliance gréco-serbe de 1913¹⁵ qu'il avait lui-même créée, se rangeait, à partir d'un moment donné,¹⁶ à l'entrée du pays dans la guerre, présentant la victoire de la France, du Royaume-Uni et de la Russie (et, à partir d'avril 1915, de l'Italie), et escomptant des bénéfiques territoriaux qu'obtiendrait la Grèce de sa participation à la confrontation avec les empires centraux (Autriche-Hongrie, Allemagne). Le second, avec des liens de parenté, mais aussi intellectuels et politiques avec l'Allemagne, était convaincu de la prédominance de cette dernière sur l'Entente et prônait la neutralité bienveillante de la Grèce par rapport à la guerre. Au début du désaccord se trouvait, surtout, l'obligation ou non de la Grèce d'aider militairement la Serbie, obligation découlant du traité de 1913.

L'interprétation ci-dessus de la Division Nationale, qui est aussi la plus répandue, a été réfutée par de nouvelles études, selon lesquelles la Division "n'acquiert sa véritable dimension que si elle est étudiée dans sa progression dans le temps, dont le point culminant se situe sans aucun doute dans les quatre années 1914-1918."¹⁷ Elle doit donc être considérée comme un phénomène qui s'inscrit dans un cadre historique plus vaste, engendré par une multitude de facteurs

¹⁴ Stefanos Stefanou, ed., *Ελευθερίου Βενιζέλου. Τα κείμενα* (Élefthérios Vénizélos. Les textes), vol. II (Athènes: Club des Libéraux, 1981), 520.

¹⁵ Léon Maccas, "La Grèce et la Serbie," *Revue générale de droit international public* I.XXVI, Deuxième Série (1919): 177 et suiv., 419 et suiv.; idem, "L'Alliance gréco-serbe. Les faits. Les prétextes juridiques et politiques de l'abstention," *Le Correspondant*, 23 février 1916.

¹⁶ Cosmin dit que Vénizélos s'accordait avec Constantin sur la question de la non-participation de la Grèce à la guerre, jusqu'en février 1915. Cosmin, *Diplomatie et Presse*.

¹⁷ Yannis Mourélos, «Οι ευθύνες του συμμαχικού παράγοντα» (Les responsabilités du facteur allié), in *Ελευθέριος Βενιζέλος 1864-1936. Η μεγάλη πορεία. Από το ανάθημα στην αποθέωση* (Élefthérios Vénizélos, 1864-1936. La Longue marche. De l'anathème à l'apothéose), *E-Ιστορικά* (2008): 119-26.

rattachés à des complications internes mais aussi extérieures, provenant non seulement de la Grèce, mais aussi des Puissances qui participaient à la Grande Guerre.

La rivalité entre les deux grands chefs de la Grèce, à cette période, était encore avivée par la politique des principales alliances du paysage européen: de la Triple-Entente (France–Royaume-Uni–Russie tsariste) et de la Triple-Alliance (Allemagne, Autriche-Hongrie). La neutralité bienveillante de la Grèce par rapport à la guerre n'avait pas empêché, comme elle l'aurait dû, les armées étrangères et les navires et sous-marins étrangers d'utiliser son territoire et ses routes maritimes. Les violations de la neutralité grecque étaient fréquentes et continues. Dans leur tentative de contraindre et de convaincre la Grèce d'entrer officiellement en guerre à leur côté, et de participer aux opérations militaires, les Puissances de l'Entente ont déployé une multitude de moyens pour parvenir à leurs fins, tout en faisant valoir leurs droits, droits de garantir l'indépendance et l'intégrité de la Grèce, qui émanaient des Traités fondateurs de l'état grec,¹⁸ argument qui a été défendu par Vénizélos et ses partisans. En dépit de cela, cette invocation des Alliés a été interprétée comme "ne pouvant convaincre, même pas comme un prétexte 'juridique' susceptible de justifier de telles ingérences flagrantes."¹⁹ De leur côté, les Puissances de l'Alliance, en particulier l'Allemagne, s'étaient adonnées à guerre sous-marine dans les mers grecques, ce qui occasionnait nombre de dangers pour le transport maritime. En outre, l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne s'activaient en Macédoine, surtout après la présence de l'Entente dans cette région, en automne 1915.²⁰

¹⁸ Lors de la réunion de la Douma du 22 février 1916, Sazonov déclarait: "L'art du second traité de Londres du 3 février 1830 [...] donne à chacune des trois Puissances protectrices le droit d'introduire des troupes sur le territoire grec, qu'elles ont libéré sous la condition que les deux autres y consentiront." A. F. Frangoulis, *La Grèce et la crise mondiale* (Paris: Librairie Félix Alcan, 1926), 76.

¹⁹ Il s'agit du point de vue du professeur G. Daskalakis. Georgios Anastasiadis, «Από την 'Εθνική Άμυνα' στην κυβέρνηση της Θεσσαλονίκης» (De la 'Défense nationale' au Gouvernement de Thessalonique), in *Ελευθέριος Βενιζέλος 1864-1936*, 69-80.

²⁰ Yannis Mourélos, "Le front d'Orient en 1916, Enjeux et strategies," in *The Salonica Theater of Operations and the outcome of the Great War* (Thessalonique:

Environ un an plus tard, en été 1916, les désaccords entre Vénizélos et Constantin étaient arrivés à des situations de blocage, provoquées par une série d'événements successifs, de poids et d'importance particuliers: la chute de la forteresse Ruppel et sa remise aux Allemands en mai 1916,²¹ suivie du transfert du Quatrième Corps d'Armée à Görlitz en Allemagne, l'intervention des Forces de l'Entente dans les affaires internes de la Grèce, exprimée par la Note Alliée du 8/21 juin, dans laquelle on exigeait de Constantin, surtout, la démobilisation immédiate, l'éloignement de Stéfanos Skouloudis du poste de Premier ministre et la formation d'un gouvernement intérimaire, ainsi que l'interruption des travaux du Parlement et le recours aux urnes.²²

Avant la présentation officielle de la Note des Puissances de l'Entente, Zaïmis avait rendu visite au roi Constantin à Tatoï, accompagné de George Streit. Après son départ, le roi reçut Skouloudis. Le même jour, 8 juin, à 13h, les ambassadeurs de la France, du Royaume-Uni et de la Russie se rendirent au ministère grec des Affaires étrangères où ils remirent la Note, suivis par l'ambassadeur italien

Institute for Balkan Studies–National Research Foundation 'Eleftherios K. Venizelos,' 2005), 37-52.

²¹ Le texte officiel du Protocole de remise du fort Ruppel aux Allemands a été publié en traduction grecque dans le journal *Macédonia*, quelques jours après la mise en place du Gouvernement Provisoire à Thessalonique et il porte la signature du colonel d'infanterie Ioannis Mavroudis. *Μακεδονία*, 10 octobre 1916, 3.

²² Sur le texte de la Note, voir surtout *Ακρόπολις*, 9 juin 1916, 4. Pavlos Petridis, *Ξενική εξάρτηση και εθνική πολιτική 1910-1918* (Dépendance étrangère et politique nationale, 1910-1918) (Thessalonique: Paratiritis, 1981), 335-6, où il est stipulé que les Puissances, en vertu des traités d'Indépendance grecque et du traité de 1864, n'avaient pas le droit d'intervenir, puisque les termes ne "créaient [que] des obligations pour les Puissances garantes." En outre, comme le note G. Tenekidis, "L'intégrité juridique de l'identité internationale de la Grèce n'a jamais été remise en question. Si des obstacles à ses orientations diplomatiques ou à sa capacité juridique ont parfois été imposés, directement ou indirectement, cela n'a pas été fait légalement, en invoquant des dispositions contractuelles explicites, mais par des actions injustes: avec des menaces manifestes ou des pressions exercées en coulisse et en particulier par les ambassadeurs des Puissances garantes accrédités en Grèce." Georgios Tenekidis, *Κοινωνιολογία των διεθνών σχέσεων* (Sociologie des relations internationales) (Athènes: Papazissis, 1978), 94.

qui expliquait que son gouvernement avait accepté le contenu du document diplomatique en question.²³ La Presse favorable à Constantin estimait que la Note du 8 juin était un résumé des articles de la presse vénizéliste, que la démission du gouvernement invoquée n'était qu'un "prétexte," l'objectif final étant le changement de cap de l'orientation politique du pays et la reprise du pouvoir par l'homme politique crétois.²⁴ Le journal *Akropolis* (*Ακρόπολις*) considérait que "toutes les routes conduisent à faire devenir premier ministre l'agent étranger."²⁵ Au contraire, les journaux vénizélistes ont estimé que l'ultimatum des Puissances soulageait la Grèce de la tyrannie du gouvernement Skouloudis, tandis que le journal *Hestia* (*Εστία*) parlait de "rédemption" du peuple.²⁶

Comme il fallait s'y attendre, cette ingérence directe dans les affaires internes grecques eut une influence encore plus catalytique sur sa politique interne, tandis que l'invasion des troupes bulgares en Macédoine orientale, le 5/18 août de la même année, fut le détonateur qui déclencha les évolutions rapides et violentes dans le pays, dont l'impact sur toute sa politique se fit sentir tout de suite après.

Ce qui a joué un rôle tout aussi important dans l'accélération des choses fut l'intention sous-jacente et discutée des Serbes de prendre le commandement de Thessalonique, intention incitée par Sarrail, le chef de l'armée d'Orient et par le gouvernement français. Celui-ci déclarait en outre à Zannas: "Je n'ai pas confiance en Vénizélos. Je vais devoir confier l'administration de Thessalonique aux Serbes et approuver la nomination d'un préfet Serbe," et il reçut comme réponse de son interlocuteur: "Nous créerons un mouvement même contre l'opinion de Vénizélos." Ainsi, il fut décidé en deux jours que seule "l'installation d'autorités grecques à Thessalonique avec un programme d'action militaire en faveur de l'Entente pourra éloigner le danger serbe," comme nous assure Ventiris, qui soutient qu'un

²³ "La fin de la crise ministérielle. L'issue menaçante. M. Zaïmis forme un gouvernement. Acceptation de toutes les conditions," *Ακρόπολις*, 9 juin 1916, 4.

²⁴ Papadimitriou, «Ο Τύπος και ο Διχασμός», 138.

²⁵ "Les perles des sauvages," *Ακρόπολις*, 9 juin 1916, 1.

²⁶ *Εστία*, 9 juin 1916, 1. Le numéro de la veille publiait la note des Puissances.

jour après l'entrée en guerre de la Roumanie, "et en raison de l'information obtenue sur la menace de proclamer Thessalonique capitale de la Serbie," le mouvement explosa, indiquant la date du 17 août (ancienne date).²⁷

Différente, cependant, était l'opinion de Sarrail, qui affirmait que le coup d'état qui s'était manifesté à Thessalonique était la réponse à l'action hostile des Bulgares. Il prétendait, d'autre part, que l'homme politique crétois, depuis la chute de Ruppel, s'était mis en tête de créer un mouvement séparatiste et "en tant qu'ami de l'Entente, pourrait l'établir à Thessalonique avec l'aide des Alliés, contre un roi, qui violait la Constitution [...]. C'était une révolution légitime, acceptée, favorisée par les Puissances protectrices de la Grèce."²⁸

Ces Puissances avaient abrogé toute idée de neutralité: un croiseur anglais entra à Keratsini, deux navires de transport militaires avaient quitté le port de Volos, transportant de la nourriture pour la flotte alliée et étaient arrivés au Pirée, deux repêcheurs de torpilles français et un contre-torpilleur se dirigeaient vers Moudros de Limnos et vers Mytilène, où était signalé un mouvement révolutionnaire. Elles avaient saisi trois cargos allemands qui naviguaient jusqu'à l'îlot de Fleves, afin de constater s'ils étaient en bon état et s'ils pouvaient assister la flotte alliée. La flotte anglo-française avait procédé

²⁷ Georgios Ventiris, *Η Ελλάδα του 1910-1920* (La Grèce de 1910-1920), (Athènes: Ikaros, 1970), 168-9. Quant à la question serbe, rappelons que le transfert de ce qui restait de l'armée serbe de Corfou dans la métropole du nord, obtenu après d'âpres négociations du gouvernement grec de Stefanos Skouloudis et des ambassadeurs de l'Entente, qui représentaient leurs dirigeants, renforça le front de Thessalonique mais donna également l'occasion aux Serbes, lesquels étaient, selon la presse, préconisés par l'Entente, d'exiger l'assujettissement de Thessalonique à leur souveraineté. Sur le rôle de l'Allemagne dans les événements en Macédoine depuis la fin de 1915, voir Stratos Dordanas, «"Ο εχθρός προ των πυλών": Η Θεσσαλονίκη ως διακύβευμα κατά τον Α΄ Παγκόσμιο Πόλεμο» (L'ennemi est aux portes: Thessalonique comme enjeu au cours de la première guerre mondiale), in *Θεσσαλονίκη. Μια πόλη σε μετάβαση 1912-2012* (Thessalonique. Une ville en transition, 1912-2012), ed. Dimitris Kairidis (Thessalonique: Epikentro, 2015), 244-55.

²⁸ Le Général Maurice Sarrail signalait, dans ses souvenirs du front d'Orient: "le 30 août, comme réponse à l'invention par les Bulgares de la Macédoine orientale, un véritable coup d'État s'était produit à Salonique." Général Sarrail, *Mon commandement en Orient (1916-1918)* (Paris: Ernest Flammarion, Editeur, 1920), 152-3.

à une démonstration de force dans les eaux grecques, et Clémenceau, depuis Paris, à travers son journal, déclarait que si la Grèce voulait réduire l'importance de cette action, alors "le commandant de la flotte anglo-française interviendrait." Il considérait, en outre, que cette action de l'Entente devrait être la "dernière et définitive, car les troupes sont détruites par des opérations non déterminantes et non concrétisées par des menaces." Le journal *Le Temps* de Paris pensait que la clé de normalisation de la situation dans la péninsule balkanique était la Macédoine et que l'armée de Thessalonique était "d'une importance évidente dans la préparation de la victoire finale."²⁹ Fitz-Maurice, du *Figaro*, notait que ce qui se passait dans les Balkans, les opérations qui y étaient menées, montraient que la fin de la guerre amènerait un changement de la carte de l'Orient et que la Bulgarie se trouverait du côté des vaincus, et, dans l'impossibilité de "réclamer aucune partie du territoire de l'empire ottoman, elle sera complètement chassée de l'Europe."³⁰ En Macédoine, les batailles faisaient rage et les gens mouraient de faim.

Tous ces événements liés entre eux, ainsi que de nombreux autres, similaires, avaient lieu presque en même temps que les épisodes qui se déroulaient dans l'entourage de l'ambassade française et qui conduisirent Alexandre Zaïmis et son gouvernement à démissionner. Cette action de Zaïmis fut applaudie par les journaux royalistes, qui attribuaient la responsabilité de ce qui se passait dans le pays aux Forces de l'Entente et à Vénizélos. Le chroniqueur du journal *Embros*, le 30 août, dans son article en première page, analysait et expliquait les raisons de la démission du Premier ministre sortant. Il rattachait, d'autre part, son départ du pouvoir aux événements survenus à l'ambassade française et blâmait directement l'Entente pour la politique qu'elle menait en Grèce. Il n'imputait pas de responsabilités à Zaïmis, mais comprenait que son mécontentement était dû à la politique interventionniste des ambassadeurs de l'Entente. Le Premier ministre démissionnaire s'était efforcé de les convaincre "qu'ils ont devant eux un gouvernement droit et loyal. [...] Aucune volonté

²⁹ "Mouvement de guerre Allié," "La presse française sur la situation en Grèce," *Εμπρός*, 30 août 1916, 4.

³⁰ *Αθήναι*, 31 août 1916, 3.

ne pouvait désarmer cet acharnement aux humiliations et aux coups de toute sorte.” Il considérait l’attitude de Zaïmis “au moins comme un acte de la plus élémentaire dignité.” Il ne voyait aucune raison à l’existence d’un premier ministre quand le gouvernement était inexistant et qu’il n’y avait pas d’état. Comme raison principale de son retrait du gouvernement, Zaïmis avait allégué le fait qu’il “avait perdu la confiance de l’Entente.” Par conséquent, la personne qui devait prendre le pouvoir ne pourrait être qu’une personne approuvée par l’Entente et qui avait toute sa confiance; et le seul qui jouissait d’une telle confiance était Vénizélos. “Qu’il soit au moins de par sa place de Premier ministre responsable de ses actes,”³¹ tel était le refrain apparemment ambigu, mais bien évidemment ironique, de cette phrase du chroniqueur du journal *Embros*.

Dans le même climat, nous avons un article en première page du journal *Skrip* (Σκριπ) du 30 août, lui aussi non signé, dont, cependant, le contenu était plus amer pour Vénizélos et sa politique, caustique et parfois même ironique. La critique négative concernait aussi les Ambassadeurs des Puissances de l’Entente pour l’attitude générale qu’elles avaient observée vis-à-vis du Premier ministre sortant. La démission de Zaïmis était perçue ici aussi comme un acte de “dignité élémentaire et d’égoïsme national;” c’était tout ce qui lui restait pour sauver “l’honneur et la dignité” de l’état et la “réputation” des membres de son gouvernement. Son action était considérée comme une réponse “d’homme, décente et nécessaire” aux Forces, lesquelles, bien qu’ayant élu son gouvernement comme gouvernement “intérimaire,” voulaient à présent lui ôter tout droit et “tous pouvoirs dans l’état,” et le soumettre à toutes sortes “d’humiliations et de vexations,” lui enlevant “tout prestige d’un gouvernement d’état libre et indépendant.” Au sein du gouvernement Zaïmis, “ce méchant parti, transformé en une bande de brigands politiques qui minent l’honneur de l’État et celui de la Nation,” que les gens détestent et méprisent, a jeté les “flèches empoisonnées de la calomnie,” qui avaient été volontiers acceptées par les ambassadeurs des Puissances de l’Entente. Le chroniqueur considérait Vénizélos comme “commissaire des Forces.” Zaïmis devait “persister” dans sa démission;

³¹ “La démission d’hier du gouvernement Zaïmis,” *Εμπρός*, 30 août 1916, 1.

du moment que les ambassadeurs des Puissances n'avaient pas changé leur attitude en levant l'accusation envers son gouvernement, aucun autre gouvernement n'aurait la confiance de la Couronne et du peuple. Par conséquent, poursuivait le chroniqueur, les Puissances de l'Entente gouverneraient le pays comme elles l'entendent, "abrogeant formellement les pouvoirs de l'État grec, qu'elles ont en fait déjà réduit depuis longtemps." Il ne restait plus qu'à donner autorité au chef "de ce parti condamné dans la conscience de la nation," et le peuple attendrait le moment de se relever pour revendiquer l'honneur et sa "dignité nationale," à laquelle il a attenté avec son comportement honteux et indigne.³² À noter qu'en ce qui concerne les articles en général du journal en question, tout comme ceux du journal *Le Temps (Chronos)*, l'amiral Du Fournet exprima plus tard ses griefs au gouvernement grec, en recommandant l'exercice d'une "censure sévère" et en menaçant "d'interdire leur circulation."³³

Ces mêmes jours, le journal *Athinai (Αθήναι)*, libéral mais anti-vénizéliste de Georgios Pop se montrait favorable à Zaïmis. Ses articles étaient empreints d'un effort d'équilibrer la situation tragique que vivait le pays. Le gouvernement Zaïmis avait été établi "comme conciliatoire [...] pour appliquer certaines revendications de l'autre des groupes belligérants," mais s'était soudain transformé "en [...] politique, par le report des élections," à un moment critique où le pays avait besoin, plus que jamais, de défendre et de représenter ses intérêts. Toute prolongation de la situation anormale signifierait "disposition à des maux dont personne ne peut mesurer l'ampleur."³⁴ Dans une autre feuille, ultérieure, du même journal, il était signalé qu'il y avait un besoin urgent de "clarifier les choses," la Grèce devait déclarer ce qu'elle voulait, ce qu'elle croyait et ce qu'elle pensait et communiquer ses intentions à ceux qui veulent savoir, "afin de rassembler les intérêts communs vers un but commun."³⁵

Les intérêts communs du pays ne furent pas servis par l'action commune de tout son potentiel politique. Au contraire, sa division

³² "Le devoir du gouvernement face aux Puissances," *Σκριπ*, 30 août 1916, 1.

³³ Frangoulis, *La Grèce*, 431.

³⁴ "Après la nouvelle crise," *Αθήναι*, 30 août 1916, 1.

³⁵ "Que veut l'état," *Αθήναι*, 31 août 1916, 1.

était devenue encore plus intense et les puissances de l'Entente, notamment la France, assista Vénizélos dans son action suivante, alors qu'après la démission de Zaïmis avait prêté serment le gouvernement de transition sous Nicolas Kalogeropoulos, dont la vie fut de courte durée. Ce gouvernement ne resta pas au pouvoir pendant plus de 24 jours, ne pouvant répondre à ses obligations et assumer la lourde charge des évolutions intenses et critiques pour l'avenir du pays. C'est le gouvernement de l'historien et professeur Spyridon Lambros³⁶ qui lui succéda.

Le politicien crétois, le 12/25-26 septembre 1916, était à bord du navire *Hesperia*, au Pirée et, accompagné de l'amiral Paul Kountouriotis et assisté par les Français, se dirigea vers la Crète, où fut proclamé le Gouvernement Provisoire.³⁷ Quelques jours plus tard, le 26 septembre/9 octobre, il se rendit à Thessalonique où le gouvernement, appelé aussi gouvernement de Défense Nationale, fut accueilli dans un excès d'enthousiasme par la foule rassemblée.³⁸ Dès lors, la Division Nationale prit un caractère officiel. L'état semblait divisé en deux. Il a été soutenu qu'il s'agissait d'une division géographique

³⁶ Antonis Makrydimitris, *Οι πρωθυπουργοί της Ελλάδος 1828-1997* (Les Premiers ministres de Grèce 1828-1997) (Athènes: I. Sideris, 1997), 131.

³⁷ Cette action de Vénizélos n'a pas manqué de faire l'objet de commentaires par la Presse anti-vénizéliste. *L'Hesperinon Neon Asty* lançait des flèches contre lui: "M. Vénizélos est parti pour reconstruire la Nation, qu'il a de nombreuses et multiples façons ébranlée et brisée." Il le blâmait pour ses "passions" que, pendant vingt mois, il n'avait pas su réfréner. Sa politique n'était pas une conception qui lui appartenait, ni une découverte due à son génie," Vénizélos était qualifié de "rebelle," il voulait "agir pour éviter [...] des maux nationaux;" à la "rébellion politique" il ajoutait [la rébellion] "guerrière." "L'alliance entre Vénizélos et l'Entente est le plus grand ennemi de la Grèce." "Nous attendons avec sang-froid," *Εσπερινόν Νέον Αστύ*, 19 septembre 1916, 1. Sur le Gouvernement Provisoire, voir plus généralement Yannis Mourélos, "Η προσωρινή κυβέρνηση της Θεσσαλονίκης και οι σχέσεις της με τους Συμμάχους (Σεπτέμβριος 1916-Ιούνιος 1917) [Le Gouvernement Provisoire de Thessalonique et ses relations avec les Alliés (septembre 1916-juin 1917)], *Μνήμων* 8 (1980-1981): 150-88.

³⁸ *Μακεδονία*, 27 septembre 1916, 1. Vénizélos, dans une interview, a parlé de la "frénésie" de la foule en mer Égée et en Macédoine et s'est déclaré "enthousiasmé" par l'accueil que lui avait réservé les habitants de Thessalonique et "par la marche de l'affaire" de la Défense nationale, dont il considérait le succès comme "assuré." *Εστία*, 28 septembre 1916, 3.

plutôt qu'une division institutionnelle, bien que les articles des journaux, en particulier des journaux royalistes, parlaient ouvertement de division substantielle de l'état,³⁹ dans une tentative d'amener l'opinion publique à accepter ainsi leur vision des choses.

Pendant la période précédente, en particulier durant l'été 1916, quand il provoqua le grand rassemblement à Athènes, le 14 août (ancienne date), l'homme politique crétois avait déclaré sur tous les tons qu'il n'avait pas l'intention de s'opposer à Constantin. Il l'appelait à remonter "les marches du trône" et à rester "là-haut." Il prétendait que, du moment que l'ennemi ne se trouve pas aux frontières de la Grèce, mais "à l'intérieur de notre territoire, un recours aux moyens extrêmes, qui troubleraient l'ordre, serait le plus grand crime contre le pays." Si le roi donnait au gouvernement Zaïmis son consentement pour l'adoption et l'application de la politique de Vénizélos, alors les différences entre les deux dirigeants cesseraient d'exister. Quand il décida de suivre la voie de la formation d'un gouvernement distinct, et peu de temps avant de partir pour la Crète, il déclara que "nous sommes obligés de former un Gouvernement Provisoire. Et ceci non pas pour renverser le régime d'Athènes, mais pour organiser notre propre force belligérante, laquelle sera préposée à la défense de la Macédoine grecque."⁴⁰

³⁹ Le point de vue du journal *Athinai* était similaire, qui parlait de deux gouvernements alors que se formait à Athènes le gouvernement de Lambros: "Pour ce qui est de la forme que cherchaient à donner au nouveau gouvernement les Forces de l'Entente, nous en avons deux dans l'état." L'une était celle des provinces de l'Est, autrement dit le gouvernement du Triumvirat, l'autre, celle du reste du royaume. Avec le gouvernement Vénizélos, les Puissances de l'Entente "communiqueront en ce qui concerne des sujets relatifs aux rapports du groupe allié, qu'elles tendront ainsi à reconnaître comme état. Avec le gouvernement Lambros, elles s'entretiendront d'autre part en ce qui concerne les autres sujets, relativement à "la sécurité des troupes alliées" selon la phrase consacrée, laquelle facilitera toute liberté de mouvement dans un pays qu'ils ne jugent pas en guerre et pouvant assurer de façon suffisante leurs mouvements." Le gouvernement du royaume de Grèce "sera jugé comme le réel représentant de sa déclaration [du pays], en tant que rejetant toute pensée d'entrer en guerre." "La reconnaissance d'une double Grèce" (en grec), *Αθήναι*, 27 septembre 1916, 5.

⁴⁰ Stefanou, *Ελευθερίου Βενιζέλου*, 228, 229, 241.

Mais dans son premier discours adressé au peuple macédonien dès son arrivée à Thessalonique le 26 septembre/9 octobre, Vénizélos blâma la “clique” d’Athènes. Il déclara que “nous avancerons sans ceux d’Athènes et, s’il en est besoin, contre eux.”⁴¹ Cette déclaration semblait en contradiction avec ce qu’il proclamait précédemment, même si elle peut être justifiée par la situation dégénérante en Macédoine. Mais la formation du gouvernement provisoire qui devait être assisté par les députés élus en mai 1915, il l’avait proposée à Elliott et Guillemin, la “division de l’état,” il l’avait annoncée à Zaïmis lorsqu’il l’avait autorisé à rencontrer Constantin. L’exhortation au roi était la suivante: s’il persistait dans sa politique de neutralité, alors lui-même n’entreprendrait pas un “combat de guerre civile,” mais il procéderait “à la division de l’État” et travaillerait avec ceux qui étaient déterminés à se sacrifier afin d’éviter les risques auxquels avait donné naissance “la politique pro-allemande.”⁴²

Ces déclarations contradictoires de Vénizélos alimentaient encore davantage la presse de l’opposition, laquelle s’acharna durement contre le mouvement révolutionnaire de Vénizélos,⁴³ mais elles ne minimisaient pas la valeur de son entreprise, qui se résumait et se concentrait sur l’effort de la Grèce de sortir de l’impasse dans laquelle l’avaient confinée les factions opposées, lors de la première

⁴¹ “Venez recevoir la lumière.” Pour tout le magnifique discours d’Élefhérios Vénizélos, *Μακεδονία*, 27 septembre 1916, 3.

⁴² Georges Leon, *Greece and the Great Powers (1914-1917)* (Thessaloniki: Institute for Balkan Studies, 1974), 362. Cette proposition de Vénizélos à Zaïmis avait été faite lorsque ce dernier avait déclaré que la Grèce ne pouvait pas rester neutre après l’intervention de la Roumanie dans la guerre. Ventiris, *La Grèce de 1910-1920*, 170. L’Allemand Friedrich Nauman, auteur du livre *Europe centrale*, a commenté l’intervention roumaine dans la guerre dans un de ses articles, publié dans la revue *Die Hilfe*, disant que son importance résidait dans le fait que “la conception du monde étranger nous considère comme voués à la destruction.” “L’importance de l’intervention roumaine,” *Εστία*, 28 septembre 1916, 1.

⁴³ Clémenceau, qui avait approuvé l’organisation du mouvement par Vénizélos, s’opposait au terme “révolution.” En outre, il recommandait à Epaminondas Kyriakidis que la Presse évite les mots: *Révolution en Grèce, Le réveil du peuple hellène, Le mouvement national hellénique*. Musée Bénakis, Archives Élefhérios Vénizélos, dossier 313, 1916-1917, Lettres à El. Vénizélos, Kyriakidis à Vénizélos, Paris 6/19 septembre 1916.

guerre mondiale, des deux blocs rivaux européens, la Triple Alliance et la Triple Entente, qui utilisaient son territoire pour leurs opérations militaires, faisant fi de l'inviolabilité de celui-ci en vertu de la neutralité bienveillante, et projetant (surtout la première) la dissolution de la souveraineté grecque nouvellement acquise dans les régions septentrionales du pays. La fureur de la presse favorable au roi était telle qu'elle alla jusqu'à dénaturer les mots du général Sarrail, lors de la cérémonie d'arrivée de Vénizélos à Thessalonique.

Sarrail, qui assistait à la réception que le peuple de Thessalonique avait réservée au chef du Gouvernement Provisoire, prit la parole en déclarant que sa présence n'avait pas un caractère officiel, mais qu'il souhaitait adresser un mot d'accueil à ceux qui lui avaient "déjà donné un bon bataillon, lequel se bat à présent au front," qui lui en fourniraient encore d'autres, afin qu'il puisse contrer "nos ennemis communs, les Bulgares."⁴⁴ Les paroles du général français ont fait l'objet de commentaires malveillants de la part du chroniqueur du journal *Skrip*, qui, dans sa tentative d'amoindrir l'entreprise de Vénizélos, a déclaré dans un texte en première page, intitulé "Notes Quotidiennes" que l'"État de Vénizélos a été discrédité avant-hier par le général Sarrail dans un discours foudroyant, qui n'a été autorisé à être transposé ici que sous la censure de Thessalonique." Alors que l'on attendait la description de "l'accueil aux cris d'enthousiasme," réservé au chef "de la pseudo-révolution à Thessalonique" et le discours que devait prononcer "à ses ressortissants le chef de l'État Macédonien et Insulaire, il n'y eut à leur place, en trois lignes, que la salutation que lui avait adressée le général Sarrail." Ensuite était publié le discours du général français et étaient inscrits, en lettres majuscules, les mots "UN BATAILLON" et "ON VA m'en envoyer encore deux autres." Le chroniqueur conclut, sur un ton sarcastique, que "Toutes les batteries du général, si elles résonnaient au-dessus de la tête de Vénizélos, ne provoqueraient pas la surprise et la stupeur qu'ont provoquées ces bombes de 42 qui ont explosé à ses oreilles."⁴⁵ À la référence railleuse de *Skrip* aux paroles de Sarrail répliqua le journal vénizéliste *Hestia* dirigé par Adonis Kyrou.

⁴⁴ "L'allocution de Sarrail," *Μακεδονία*, 27 septembre 1916, 2.

⁴⁵ "Notes quotidiennes," *Σκριν*, 28 septembre 1916, 1.

La polémique contre Vénizélos et sa politique avait été exprimée par le journal *Skrip* la veille, à savoir le jour qui a suivi celui de la présence officielle du politique crétois dans la ville du nord. Le chef du mouvement de la Grèce du Nord a été qualifié de “rebelle paradoxal,” “aposté des puissances de l’Entente,” qui a tombé “le masque” et révélé “toute sa rage contre le roi et toute la vulgarité de ses sentiments;” chaque jour qui passait tombait à terre un morceau du masque en lambeaux, avec lequel [...] il a essayé de couvrir la forme la plus odieuse de son crime préparé et exécuté ensuite contre sa patrie et contre son roi.” Le mouvement révolutionnaire n’était pas seulement un “crime,” d’après *Skrip*. Il était un “projet vulgaire,” un mouvement de “caractère don-quistique” et la conscription, à laquelle avait procédé Vénizélos sur son chemin de la Crète à Thessalonique, s’était transformée en “entreprise commerciale.”⁴⁶ De toute évidence, il se référait au recrutement qui eut lieu au cours du voyage de Vénizélos de Crète à Thessalonique, qui s’intensifia au cours des mois suivants⁴⁷ et s’étendit à des régions de la Grèce continentale.

Tout aussi ironiques étaient les faits relatés par le journal *Hesperinon Neon Asty* (*Εσπερινόν Νέον Άστυ*) en ce qui concernait la politique vénizéliste, qu’il caractérisait de “jardin éhonté d’altérations et de falsifications, avec une variété d’absurdités, de charabia et de fanfaronnades,” tandis qu’en ce qui concerne Vénizélos, il considérait qu’il “était parti conquérir non pas la Macédoine [...], mais Thessalonique.”⁴⁸

Tous les journaux ne publiaient pas des articles au contenu incendiaire ou, pire encore, injurieux sur le mouvement de Thessalonique

⁴⁶ “L’histoire de l’avenir. Elle va ouvrir sa page la plus noire,” *Σκριπ*, 27 septembre 1916, 1.

⁴⁷ Pour des détails concernant la façon dont s’est opéré le recrutement, surtout dans les îles de l’Égée, voir Areti Tounta-Fergadi, *Θέματα ελληνικής διπλωματικής ιστορίας 1912-1941* (Sujets d’Histoire diplomatique grecque, 1912-1941) (Athènes: I. Sideris, 2005), 81-154, où on trouve une référence à nos études spécialisées sur le sujet. En outre, voir notre étude “Η υπαγωγή της Σύρου στο κράτος της Θεσσαλονίκης (1916)” [L’assujettissement de Syros à l’état de Thessalonique (1916)], *Επετηρίς Εταιρείας Κυκλαδικών Μελετών* 13 (1985-1990): 256-67.

⁴⁸ “Les responsables des maux parlent,” *Εσπερινόν Νέον Άστυ*, 27 septembre 1916, 1, 2.

et Vénizélos. Par exemple, le journal *Athinai*⁴⁹ se contentait d'informer le public en publiant des nouvelles et des informations, en exerçant une critique indulgente, et en soutenant les forces de l'Entente et la tâche du chef de la Défense nationale, essayant toutefois d'interpréter toute cela en fonction de la situation déplorable dans laquelle pro-allemands et adversaires de l'Entente avaient amené le pays. Dans son article principal, intitulé "On demande une interprétation," il était d'avis qu'il n'y avait pas "rupture" de l'état, comme le soutenaient les opposants, parce que "le clivage interne laisse heureusement toute la Grèce [demeurer] en faveur de la Grèce," La division était axée sur la libération de la "terre grecque du conquérant bulgare et sa préservation loin des appétits de certains amis;" elle s'intéressait à des territoires que d'autres revendiquaient "comme une compensation satisfaisant des interventions qui suppléent l'absence de coopération grecque." Le journal ne justifiait la participation de la Grèce à la guerre que comme une contribution au "combat [...] sur la foi de la satisfaction de nos intérêts nationaux."⁵⁰

Les positions du journal *Hestia* de Kyrou, étaient en apparence objectives. En substance, elles soutenaient la politique pro-Entente, mais, de manière plausible, rejetaient les responsabilités sur les gouvernements jusqu' alors en place. En particulier, sur le gouvernement Gounaris qui, après avoir tenté par tous les moyens de convaincre les Puissances que "la Grèce respecte la neutralité bienveillante, qu'elle a proclamé à satiété," a veillé à convaincre l'opinion publique que, bien que Grèce "ait toujours donné ce qu'on lui demandait, jamais les Forces n'ont été rassasiées et elles en demandaient toujours davantage [...]. Ainsi les Forces de l'Entente se sont-elles comportées de façon vorace, hostile et inhumaine envers la Grèce, par conséquent elles avaient des pensées intimes et un "but caché [...] contraindre la Grèce à entrer dans la guerre."⁵¹

Dans un autre de ses articles, intitulé "Le Gouvernement National des Grecs," il s'en prenait à ceux qui critiquaient Vénizélos et son

⁴⁹ Le journal *Athinai* a été mentionné comme anti-vénizéliste par Varfís. Varfís, "La presse grecque," 109.

⁵⁰ "On demande interprétation," *Aθήναι*, 27 septembre 1916, 1.

⁵¹ "La politique de retardement," *Εστία*, 26 septembre 1916, 1.

mouvement ; il se référait, sur un ton ironique, à la Presse “des patriotes” qui suivait les affaires du Gouvernement Provisoire des “spéculateurs du patriotisme.” Et ceux qui avaient choisi pour “point de référence” soit les Empires centraux soit la haine pour Vénizélos “ne sont pas capables de rejeter le sentiment plus profond que le mouvement de Défense nationale est quelque chose de grand et de noble et de salutaire pour le sort de la Nation.” Vénizélos, malgré le “martyre” qu’il avait subi, décida “de suivre la dernière voie restante du salut.” Le “sens” du mot “Grèce” avait fusionné avec le mot “mouvement” dans la pensée et aux yeux des Puissances. Le gouvernement de Thessalonique avait bénéficié d’une reconnaissance semi-officielle de la part des puissances de l’Entente et il avait été reconnu par la Nation elle-même. La pleine reconnaissance des Puissances, il l’obtiendrait lorsqu’il le déciderait et le demanderait lui-même. Il travaillait pour la promotion et la réalisation de son projet et sa fin heureuse serait “la consécration officielle de son titre historique de Gouvernement National Grec.”⁵²

Ces positions optimistes des adeptes de la réaction vénizéliste ne se concrétisèrent pas aussi rapidement. Les “amis” étrangers refusaient de reconnaître *de jure* le Gouvernement Provisoire, obéissant à leurs intérêts, que leur conscience leur dictait de servir. Ils ne jugeaient pas opportun d’appuyer encore davantage Vénizélos, politiquement parlant, bien que ce fussent eux-mêmes qui l’avaient encouragé à entrer en action. Ils se contentèrent, pour le moment, d’une reconnaissance *de facto*. Le retard dans la reconnaissance du Gouvernement de Défense Nationale, qui eut lieu à la fin de 1916, compromit le mouvement aux yeux “de l’opinion publique, à la fois en Grèce et à l’étranger, tandis que [son] report [...] rendra difficile notre position,” déclarera Nikolaos Politis. Les participants au mouvement estimaient que la question de la reconnaissance du gouvernement sous Vénizélos, de la part des conseils étrangers du roi, serait une question “de forme,” qui découlerait comme une “conséquence naturelle de l’approbation générale qu’a rencontrée notre mouvement en France et en Grande-Bretagne.”⁵³ À noter que la question

⁵² *Εστία*, 28 septembre 1916, 1.

⁵³ Mourélos, «Η προσωρινή κυβέρνηση», 156.

de la reconnaissance s'est posée suite à l'intervention anglaise. La sympathie des Britanniques à Vénizélos était donnée, au point que Balfour déclara plus tard à Alexandros Diomidis, qui lui rendit visite en mission spéciale: "Transmettez à M. Vénizélos toute ma sympathie et mon admiration pour lui. Tout le monde le considère comme un grand homme politique et toute l'Angleterre est vénizéliste."⁵⁴

Servir, cependant, et satisfaire les intérêts nationaux de la Grèce, à cette époque, était une question difficilement gérable. L'impact des événements de Thessalonique avait provoqué un véritable tremblement de terre dans la capitale, bien que prévu. Le gouvernement de Kalogeropoulos démissionna le jour même de l'arrivée de Vénizélos à Thessalonique, comme nous l'avons dit plus haut, et ce fut l'historien et professeur Spyridon Lambros qui prit le pouvoir. Le nouveau ministère fut qualifié par le journal *Le Matin* de Paris de "vaudevillesque."⁵⁵

Tous ces moments cruciaux furent intensifiés encore davantage par l'intervention directe des Alliés, à travers la note verbale que l'amiral Dartige du Fournet, commandant de la Flotte Alliée de la Méditerranée, remit le 28 septembre/11 octobre 1916 au ministère grec des Affaires étrangères, dans laquelle il demandait que soit prise de toute urgence une série de mesures. Pour justifier ses revendications, il alléguait le fait que, récemment, avait été observé un transport de munitions et d'artillerie, à l'intérieur du territoire grec, par des navires grecs. Ceci occasionnait des craintes, à la fois pour la sécurité des navires alliés et pour les troupes de l'Entente, qui se trouvaient dans les Balkans. Ses exigences étaient excessives: installation de police, ce qui signifiait le contrôle du mouvement des passagers, des soldats, des citoyens; contrôle des transports ferroviaires; les batteries qui étaient sur la côte devaient être désarmées, deux qui étaient situées au Pirée devaient lui être livrées; il fallait désarmer les cuirassés grecs Limnos, Averoff et Kilkis, dont les marins de-

⁵⁴ Diomidis à Politis, Londres, 15 février 1917, in Nikos Petsalis–Diomidis, *H Ελλάδα των δύο κυβερνήσεων 1916-17* (La Grèce des deux gouvernements, 1916-17) (Athènes: Filippotis, 1988), 184-5.

⁵⁵ "La Presse sur les événements en Grèce," *Αθήναι*, 29 septembre 1916, 3.

vaient être réduits à un tiers, et les vaisseaux légers devaient accoster, sans marins, au point de mouillage de la flotte alliée. En outre, une police alliée devait s'installer et superviser le trafic dans le port du Pirée. Si le gouvernement grec ne respectait pas les instructions ou négligeait d'appliquer l'une de ces clauses, alors l'amiral se donnerait lui-même le droit de procéder à leur exécution. Le gouvernement Lambros, qui venait d'accéder au pouvoir, publia un communiqué, selon lequel il considérait de son devoir de protester contre les réclamations alléguées, mais que, toutefois, "il se résigne, à cause de la nécessité dictée par les circonstances."⁵⁶

Cette attitude du gouvernement justifie la caractérisation ci-dessus du journal français, mais en même temps, montre la situation extrêmement difficile dans laquelle s'était trouvé le gouvernement Lambros lors de sa prise de fonctions. Les pressions des Puissances de l'Entente n'ont pas arrêté les notes verbales de Du Fournet, qui en avait présenté une autre à Kalogeropoulos peu de temps avant la démission de ce dernier. Des informations, provenant de sources diplomatiques, informaient l'opinion publique que les ambassadeurs représentant les Puissances de l'Entente adopteraient, face au nouveau gouvernement, la même tactique qu'il avaient observée par rapport au précédent de N. Kalogeropoulos, "ne souhaitant avoir [avec lui] aucune communication." Ils ne seraient en contact qu'avec le ministère des Affaires étrangères afin de discuter de toutes les questions liées aux "clauses des notes à propos desquelles l'amiral français Du Fournet recevra certaines directives."⁵⁷ Il est évident que l'attitude des ambassadeurs, dictée par leurs gouvernements, visait à affaiblir Athènes et constituait une pression supplémentaire sur le régime royal. D'autre part, la collaboration ou la contribution de l'Entente au nouveau régime qui avait été instauré à Thessalonique était avérée; la reconnaissance officielle de ce dernier tarda, bien que

⁵⁶ "Le Gouvernement national des Grecs," "L'ultimatum de l'amiral français. La réponse du gouvernement," *Εστία*, 28 septembre 1916, 1, 3. "Nouvelle note de m. Du Fournet," *Αθήναι*, 27 septembre 1916, 6.

⁵⁷ "Les Puissances et le Gouvernement. L'attitude des ambassadeurs," *Αθήναι*, 27 septembre 1916, 6.

certain milieux prétendaient que ce serait pour très bientôt,⁵⁸ tandis qu'à Athènes on se réjouissait du contraire. Cependant, le même journal, les jours suivants, contredisait cette information ou tentait de la réfuter lorsqu'il fournit des informations sur les félicitations de l'ambassadeur d'Angleterre, Elliot, au gouvernement Lambros, lequel interprétait cette action comme équivalant à sa reconnaissance par les Puissances de l'Entente, parce qu'Elliot était considéré comme le "doyen du corps diplomatique à Athènes."⁵⁹

Quelques jours plus tard étaient démenties des informations selon lesquelles le nouveau gouvernement formé par Spyridon Lambros avait adopté les propositions faites par le gouvernement précédent de Kalogeropoulos au Premier ministre français Aristide Briand, relativement à la participation de la Grèce à la guerre. Car on soutenait que le gouvernement Kalogeropoulos était un gouvernement intérimaire et que, par conséquent, il n'avait donc pas procédé à cette démarche vis-à-vis des Forces de l'Entente.⁶⁰ Néanmoins, Kalogeropoulos, dont le gouvernement a été caractérisé de "tragicomédie,"⁶¹ avait poursuivi les consultations Zaïmis-Entente, lesquelles avaient été interrompues. Ceci est confirmé par le fait que, le lendemain de la prise du pouvoir par le gouvernement Kalogeropoulos, le 7 Septembre, Karapanos, le nouveau ministre des Affaires étrangères, avait chargé Romanos, l'ambassadeur de Grèce dans la capitale française, de faire les déclarations suivantes: "Approuvant les vues qui avaient inspiré les négociations abandonnées par Zaïmis, le gouvernement royal a décidé de continuer dans le même esprit et avec le désir sincère de resserrer les liens entre la Grèce et l'Entente."⁶² Les

⁵⁸ Trois jours plus tôt, des nouvelles en provenance de la ville du nord affirmaient que l'Entente ne reconnaîtrait pas le gouvernement proposé d'Athènes, parce qu'elle était opposée aux idées et aux croyances du nouveau Premier ministre ainsi que des membres du gouvernement en formation. "Le Gouvernement et les Puissances. Le Gouvernement Provisoire," *Aθήναι*, 27 septembre 1916, 3.

⁵⁹ "La reconnaissance du gouvernement," *Aθήναι*, 30 septembre 1916, 3.

⁶⁰ "La politique du gouvernement. La normalisation de la situation," *Aθήναι*, 2 octobre 1916, 3.

⁶¹ "La reconnaissance d'une double Grèce," *Aθήναι*, 27 septembre 1916, 5.

⁶² Frangoulis, *La Grèce*, 417.

exigences déraisonnées, à tous les égards, de l'amiral du Fournet furent évalués par le journal *Hestia* comme des "mesures sauvages," qui étaient le résultat de la politique de ceux qui avaient mené, dans les gouvernements de "Gounaris et Skouloudogounaris," la politique de neutralité.⁶³

Dans la situation extrêmement difficile où s'était trouvée la Grèce, le chef du Gouvernement Provisoire semblait optimiste et déclarait que "la position naturelle de la Grèce est aux côtés des Alliés de l'Entente [...] les mêmes Puissances Protectrices, lesquelles avaient contribué à la libération du joug turc, sont les plus appropriées pour concrétiser nos aspirations nationales, contrairement à l'autre camp, rival de l'Entente."⁶⁴ Indirectement, mais de façon claire, il préfigurait ses intentions et les actions ultérieures. Cependant, l'éditorialiste de *Hestia* notait que l'État "devait demeurer dans sa neutralité," position qui avait été formulée plus tôt, position qui avait donné au journal *Hesperinon Neon Asty* matière à railler les allégations de Vénizélos que les Puissances ne souhaitaient pas que la Grèce participe à la guerre. Ces points de vue étaient considérés comme mensongers et ceux qui les proféraient "déformaient les choses," tout en ayant à l'esprit qu'ils trompaient le peuple. L'éditorialiste invoquait une publication du journal de Paris *Le Temps*, qui les démentait en disant que les Alliés ne reconnaîtraient pas un ministère qui aurait pour but d'empêcher la participation de la Grèce à la guerre paneuropéenne.⁶⁵

Environ un mois et demi plus tard, le journal *Patris (Πατρις)*, dirigé par un ami proche de Vénizélos, le journaliste Georges Ventiris, circulait avec un article de première page intitulé "Graves déclarations d'Élefthérios Vénizélos. Pour la lumière et la vie. Venez et voyez." Ce texte était politiquement chargé et son contenu divisait. Il n'avait pas la modération du journal *Athinai*. Il posait la question:

⁶³ "La seule façon de vivre tranquilles," *Εστία*, 29 septembre 1916, 1.

⁶⁴ *Ibid.*

⁶⁵ "Les responsables des maux parlent," *Εσπερινόν Νέον Άστω*, 27 septembre 1916, 1. Indicative, la position d'*Hestia*: "Depuis février 1915, il n'a jamais été question d'entrée en guerre de la Grèce." "Quel doit être le nouveau gouvernement," *Εστία*, 22 septembre 1916, 1.

“Qu’est-ce que l’État d’Athènes et que représente-t-il? [...] La moitié du territoire de la Grèce ne lui appartient plus.” La moitié de ce territoire, “la Thessalie, l’Épire et les îles des Cyclades et de la mer Ionienne sont, dès que le décidera l’État de Thessalonique et que le permettront les Forces Alliées, entre nos mains.” Le siège de l’État est “aujourd’hui Thessalonique.” Les rebelles se battent pour libérer les territoires qui ont été “traîtreusement” donnés aux Bulgares par les “gouverneurs d’Athènes,” lesquels constituaient une minorité fort limitée, “corrompue et moralement dégénérée” du peuple grec. L’article s’achevait avec la phrase: “L’OBSCURITÉ étend son ombre vers le CIMETIÈRE d’Athènes.”⁶⁶

Si ces mots ont été écrits par le chef du gouvernement de Thessalonique, fait qui ne concorde pas avec ses nombreux textes qui ont été publiés, ceci peut, éventuellement, s’expliquer par le fait que, à la période où ils ont été formulés, Vénizélos rencontrait une multitude de problèmes dans l’exercice de ses fonctions, étant donné que les Puissances de l’Entente, en particulier la France et la Grande-Bretagne, bien qu’elles l’eussent promu au pouvoir, n’avaient pas encore reconnu officiellement son régime, et que dans le paysage politique grec, mais aussi sur le sol natal se jouaient de mesquins jeux de propagande, d’espionnage, de haute diplomatie et de haute stratégie. On pourrait également envisager que la publication de l’article était associée à la déclaration de guerre contre l’Allemagne et la Bulgarie (10/23 Novembre 1916), de la part du Gouvernement de Thessalonique. Précisons que l’intervalle de temps à partir de ce moment jusqu’à l’entrée officielle de la Grèce dans la guerre, à la fin de juin 1917, aurait pu être pris en compte pour le paiement d’indemnités de guerre à la Grèce, de la part de l’Allemagne, lorsque la question de l’indemnisation était discutée au sein de la commission compétente des réparations. Cependant, la demande du service juridique de la Commission ne fut pas acceptée et il a été estimé que la guerre contre la Bulgarie et l’Allemagne a commencé à partir du moment

⁶⁶ *Patris*, 9 novembre 1916, 1.

où les relations diplomatiques de ces états avec la Grèce se sont interrompues,⁶⁷ à savoir à la fin juin-début juillet 1917, lorsque la guerre fut déclarée par le gouvernement de Vénizélos, après l'éviction de Constantin et l'arrivée du premier de Thessalonique à Athènes.

Conclusion

L'étude indicative mais en même temps représentative de la presse éditoriale pendant la période au cours de laquelle la Grèce était secouée par l'explosion de la révolution de la Défense nationale en Macédoine, et par la mise en place du Gouvernement Provisoire à Thessalonique constituée, pensons-nous, un document fiable de conception politique et de témoignage historique. À travers les publications de la presse athénienne et certaines autres, de la presse macédonienne, sont révélés et confirmés des aspects et des détails de la politique interventionniste des Puissances des deux blocs rivaux qui dominaient sur la scène européenne, ainsi que les pressions qu'elles exerçaient sur les dirigeants politiques grecs pour leur faire adopter leurs politiques. Le problème, cependant, c'est évident, ne venait pas et n'était pas né seulement des menaces et des pressions extérieures. Il se trouvait dans la polémique exercée par la presse de l'opposition envers Vénizélos et son action, laquelle visait à sortir le pays des situations d'impasse dans lesquelles l'avait entraîné les coalitions européennes adverses impliquées dans la première guerre mondiale.

Le pays, en dépit de la neutralité bienveillante proclamée devant la guerre, était devenu la proie des intérêts des étrangers, et sur son territoire se déroulaient de graves opérations de guerre. Les Puissances, en particulier celles de l'Entente, lesquelles craignaient l'avancée des troupes germano-bulgares qui se trouvaient en Macédoine, n'hésitaient pas à violer la Constitution, à exercer des chantages par le biais de notes verbales immédiatement exécutables, à interpréter les termes des Traités de l'Indépendance grecque à volonté afin de justifier leurs interventions et d'imposer le gouvernement qui servirait leurs desseins, diplomatiques et de guerre, à se livrer à des

⁶⁷ Stylianos P. Seferiadis, *Μαθήματα Διεθνούς Δημοσίου Δικαίου* (Cours de droit public international), vol. II (Athènes: Makris, 1928-1929), 267-9.

démonstrations de force, à promouvoir des plans de division, à occuper des morceaux du territoire grec, y compris certaines îles de la mer Égée, à camper, investissant les côtes grecques et exigeant la livraison des trains et des navires, et le retrait de ses cuirassés.⁶⁸ La conclusion, l'image que nous avons formée est que la Grèce et ses dirigeants n'étaient pas en mesure d'exercer sans tutelle une politique étrangère et, par conséquent, n'avaient pas la possibilité de choisir l'un ou l'autre côté de la guerre.

En conclusion, à partir de notre plongée générale dans ces sources, il ressort que la Grèce neutre s'était transformée en champ de bataille. Les dirigeants de la nation et leurs hommes, au lieu de se sentir solidairement responsables face à ce problème, de s'accorder et d'agir dans l'intérêt de la patrie, avaient abandonné le pays aux appétits et aux complots des étrangers, influencés ou parfois même guidés par ces derniers.

En étudiant la presse de l'époque, durant laquelle se jouaient les événements de Thessalonique, et en constatant, de première main, la situation tragique dans laquelle se trouvait la Grèce, avec les violations répétées de sa déclaration de neutralité bienveillante, de la part de ses Puissances "protectrices," nous arrivons à la conclusion que Vénizélos avait peu de choix.

Vénizélos, avec son État tout entier, à partir du moment où il suivit une route séparée afin de défendre les territoires acquis quelques années auparavant et de réorganiser la Nation, a été blâmé autant qu'applaudi. Par les incurables royalistes et germanophiles dans le premier cas et par ceux qui, dans le second cas, soutenaient et croient encore que, pour la Grèce d'alors il n'y avait pas d'autre moyen, il n'y avait pas d'autre lumière.

Nous adoptons la seconde vue et sommes d'avis que la position la plus objective, en tenant compte de tous les facteurs de l'environnement international de l'époque, nous est donnée par Georgios Leontaritis, en quelques mots: "En effet, si la mesure du succès de la politique étrangère est d'une part de convaincre l'opinion publique et d'autre part d'être justifié par les résultats, alors Vénizélos n'est

⁶⁸ Pour quelques références, voir Mourélos, «Οι ευθύνες του συμμαχικού παράγοντα», 120-1.

pas plus sagace que la plupart des leaders politiques contemporains qui ont conduit leurs peuples à la guerre.”⁶⁹

Le fanatisme en faveur de la neutralité apparente, les publications malveillantes et insultantes du journal *Skrip* concernant Vénizélos et le gouvernement de la Défense nationale, étaient hors de toute déontologie journalistique et politique, et faisaient partie d’une mauvaise politique et d’une méthode visant à humilier et à avilir l’homme politique et son gouvernement, mais aussi à affaiblir la faction européenne qui le soutenait, dans un but plus éloigné d’imposer et de faire triompher la politique pro-allemande en Grèce. Il y avait aussi, bien sûr, des journaux tels qu’*Athinai* et *Embros*, qui informaient l’opinion publique et exerçaient une critique plus douce sur le mouvement vénizéliste et son leader. D’autre part, la presse pro-vénizéliste publiait des informations et des nouvelles et s’opposait à la faction royaliste. Les cas de désinformation ne manquent pas, en outre, des deux côtés.

Dans le même temps que la Macédoine et ses habitants glorifiaient l’homme politique grec et se réjouissaient de la page brillante que sa politique ouvrait en Grèce, la Presse pro-royaliste, en particulier *Skrip*, accusait Vénizélos et son Gouvernement Provisoire en des termes inacceptables et apolitiques; des caractérisations, qui n’avaient rien à offrir à la nation mais qui ne faisaient qu’aviver le fanatisme et les passions, qui intensifiaient encore plus la Division, avec le risque de briser directement non seulement le tissu politique du pays, qui de toute façon présentait de grands signes de décomposition, mais aussi son tissu social.

Avec le mouvement de la Défense Nationale, qui se manifesta à Thessalonique, et la mise en place du Gouvernement Provisoire sous ce triumvirat, le fossé politique entre Vénizélos et ses partisans et ceux de Constantin se creusa encore davantage. L’état fut divisé en deux et il fallut des mois de négociations et d’accords avec les Forces de l’Entente pour revenir à une vie plus normale, avec un seul gouvernement, après l’éviction de Constantin et la prise en charge du royaume par Alexandre, le gouvernement Vénizélos. Ainsi la marche

⁶⁹ Georgios Leontaritis, *Η Ελλάδα στον Πρώτο Παγκόσμιο Πόλεμο 1917-1918* (La Grèce dans la première guerre mondiale, 1917-1918) (Athènes: MIET, 2000, 20).

de l'Histoire et les consultations continuelles ont-elles ramené sur la scène d'Athènes l'homme politique crétois, qui prit la responsabilité de déclarer la guerre à l'Allemagne et à la Bulgarie, officiellement cette fois, à la fin du mois de juin 1917. L'État entra "dans une période de développement national," en entreprenant "un nouveau combat, peut-être le plus important de tous ceux qu'aient jamais voulus l'Idée Grecque et la Race Grecque."⁷⁰

⁷⁰ Extrait du discours de Themistoclis Sofoulis au Parlement Hellénique. *Ibid.*, 106-7.

